

Dans les kiosques

Objektyp: **Group**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): - **(1977)**

Heft 400

PDF erstellt am: **29.06.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Oui ou non

Florence, mars 1977.

Sur les murs, affiches diverses :

« QUI les récentes *ordonnances spéciales* sur l'ordre public, proposées et en partie approuvées (...) par le gouvernement du compromis historique Démocratie chrétienne-Parti communiste italien veulent-elles frapper en réalité ?

Certainement pas les criminels fascistes, protégés et financés par les appareils mêmes de l'Etat.

Certainement pas les criminels de droit commun, toujours plus liés aux intrigues fascistes et aux tentatives de putsch.

Certainement pas les grands gangsters de l'Etat, qui passent d'un scandale à l'autre, d'un hold-up (*rapina*) à l'autre sans être inquiétés.

En réalité, elles sont dirigées contre les grandes masses, qui refusent de payer le prix de la crise. C'est dans ce contexte qu'il convient d'apprécier les « bulletins de guerre » de Cossiga (un ministre, Réd.) : Celui qui lutte contre la politique des sacrifices, contre ce gouvernement, contre le capitalisme, on le fait passer pour un agitateur (*teppista*) ou pour un anti-démocrate.

NON à la police et aux « lois spéciales » de Cossiga !

NON à la « fascistisation » de l'Etat ! »

Parti communiste d'Italie - Nuova Unità.

(C'est-à-dire, si je comprends bien, des dissidents communistes de tendance pro-chinoise...)

* * *

« Un million deux cent mille jeunes sans travail, marginalisés, dans les universités et dans la périphérie des grandes villes, se rebellent contre cette société injuste, et luttent contre les patrons, contre la sélection de classe, contre toute la réaction.

La classe politique démo-chrétienne, totalement discréditée, est incapable de juguler ce mouvement et appelle à l'aide les révisionnistes... »

C'est-à-dire le Parti communiste !

« Le mouvement des étudiants a riposté avec décision, sans se laisser intimider (...) contraignant le Parti communiste italien à jeter le masque et à tenter d'étiqueter les étudiants en révolte comme des « provocateurs fascistes », et à travailler encore plus énergiquement à faire passer les lois liberticides de type fasciste proposées par Cossiga et Bonifacio. (...)

CONTRE tous les gouvernements de la bourgeoisie, pour un véritable droit à l'étude et au travail.

NON aux ordonnances anti-populaires et aux lois liberticides ! »

* * *

« Wanted ! (Recherché par la police)

Pour idées subversives. Prêche la pauvreté, la non-violence, l'égalité :

JÉSUS-CHRIST

Mal vêtu, sous-alimenté, affamé. Fréquente de petites gens, des marginaux (...)

Signes particuliers : blessures aux mains, aux pieds et au flanc. (...)

Récompense : 30 deniers. »...

J. C.

DANS LES KIOSQUES

Le soir du 1er mai

Les téléspectateurs alémaniques auront le privilège de voir sur leur écran le nouveau film d'Alexander J. Seiler s'ils choisissent leur chaîne le soir du 1er mai. Présentée il y a quelques jours, cette bande est exceptionnellement longue, puisqu'elle dure 140 minutes. Et c'est bien la version intégrale qui sera projetée ! Ce film, auquel quelques syndicats ont aussi apporté un appui financier, se propose de cerner l'évolution du travail et de la vie ouvrière en Suisse de 1914 à 1974. Premiers commentaires dans la presse socialiste : il ne s'agit pas d'un film donnant une vue « officielle » mais une vue critique due à un fils de la bourgeoisie ; en effet Seiler est issu d'une famille bourgeoise, et ne comprend peut-être pas toujours

les attitudes réformistes d'organisations qui doivent tenir compte de l'opinion de la majorité de leurs membres. Donc pour tous ceux qui ne désirent pas attendre la venue, pour une date indéterminée, de ce film en Suisse romande, une occasion unique, le 1er mai à 20 h. 20 sur la chaîne alémanique de la télévision.

Démocratie communale

— La presse de la « capitale » signale que le législatif de Berne désigne cette semaine 428 membres de 41 commissions communales (14 commissions permanentes — commission de police, commission d'hygiène, commission des transports publics, etc. — et 27 commissions scolaires). A la suite des dernières élections communales, il faut s'attendre à de profondes mutations dans la composition de ces cénacles, car on s'en tient à la proportionnelle pour désigner les commissions.

Tous les partis, y compris le Parti du travail qui n'a pas recueilli assez de suffrages pour obtenir au moins un siège au législatif, auront des représentants dans les commissions. Cela donne la répartition suivante : Parti socialiste, 140 sièges, Parti radical, 87, Union démocratique du centre, 46, Jeune Berne, 36, Alliance des Indépendants, 25, Parti démocrate-chrétien, 24, Parti évangélique-populaire, 19, Action Nationale, 19, POCH (Organisations progressistes), 11, Alternative démocratique, 8, Parti du travail, 3.

Peut-on pousser plus loin le respect des minorités ? Pour les personnes qui contrôlent les additions, précisons que l'appartenance politique n'est pas mentionnée pour la commission de l'Office du travail et de l'assistance-chômage.

— La socialiste « TW » signale une revendication des prisonniers de Witzwil réclamant la suppression des punitions dans le cachot. Dans un éditorial, Dieter Kuhn, écrit que la mise au cachot est la peine la plus dure. Elle peut durer vingt jours à Regensdorf (ZH) et 14 jours à Witzwil. Les suicides et tentatives de suicides sont nombreuses au cachot.

— « Tat » sera vendu 50 centimes le numéro. Ce journal aura aussi ses « BA », comme les éclairés, ce qui est normal puisque TAT = Action. Les chômeurs pourront faire publier gratuitement une petite annonce de demande d'emploi. Conditions : quarante mots au maximum. Les textes paraîtront sous chiffre pour garantir la discrétion.

Un quotidien de gauche

L'apparition, dans les kiosques de Suisse romande, d'un quotidien de gauche va-t-elle bouleverser les habitudes de lecture des consommateurs d'informations et de commentaires journalistiques de ce côté-ci du Jura ? La question est posée depuis le 1er mars dernier, le jour du lancement du « Matin de Paris », ce journal du matin, comme son nom l'indique, de format tabloïde, lancé grâce à un « prêt pour études » du

« Nouvel Observateur », et dont l'ambition est de « redonner chaque jour à chacun le courage de se battre et le goût du bonheur ».

A première vue, une place est à prendre de Genève à Neuchâtel, en passant par Lausanne et Sion (pourquoi pas ?), depuis la disparition du « Peuple/La Sentinelle », pour un organe de presse disséquant l'actualité sur des bases d'analyse clairement marquées à gauche. A défaut d'un titre proprement suisse romand, difficile à imaginer faute d'un réservoir suffisant d'abonnés, de lecteurs, d'annonceurs, va-t-on ici se replier sur une publication d'origine française et voyant dans la région helvétique francophone une zone d'expansion secondaire toute trouvée ? Il est trop tôt, bien sûr, pour le dire, même si la portion congrue traditionnellement accordée aux informations suisses par les publications marquées du sceau parisien n'incline pas à un pronostic positif. Ce que l'on peut avancer, en revanche, c'est que

« Le Matin de Paris », dans nos régions, pourrait remettre en cause la position privilégiée du « Monde » à qui était acquise, depuis des années, la sympathie de toute une catégorie de lecteurs devenus allergiques à la grande presse conservatrice française.

Il reste que la tentative sera intéressante à suivre à plus d'un titre. Ne serait-ce qu'à travers ce défi de faire vivre une presse qui trouve, tout en étant marquée à gauche, le ton juste entre les facilités des quotidiens à sensation (qu'elle affronte sur leur terrain) et les digressions idéologiques partisans vouées à une audience minime. Jusqu'ici, le seul « modèle » français de calibre suffisant pour être pris en considération était « Le Provençal », dirigé depuis la Libération par le maire de Marseille, Gaston Defferre. Et le moins que l'on puisse dire était que la tentative était marquée par l'ambiguïté, tant sur le plan journalistique que commercial !

DES VOIX OFFICIELLES AUX COURANTS

La presse socialiste existe en France, même si elle n'a qu'un rayonnement discret face aux grandes concentrations de presse qui se partagent le marché publicitaire. Il n'est pas inutile de donner ici quelques points de repères qui vous permettraient d'y voir plus clair !

Cantonons-nous à la presse dite nationale (il existe parallèlement de multiples hebdomadaires ou mensuels, périodiques de tous poils qui rassemblent les courants socialistes régionaux dans les départements français).

1. Les voix du Parti socialiste² (12, Cité Malessherbes, Paris 9e) :

— « Le Poing et la Rose », le mensuel des adhérents, 150 000 exemplaires;

¹ Voir « Presse-Actualité », n° 116, février 1977.

² Le Parti socialiste s'exprime également à travers une revue de l'actualité quotidienne diffusée téléphoniquement et intitulée « Allo PS » (551-91-92).

— « L'Unité », hebdomadaire, 80 000 exemplaires (30 000 abonnés);

— « Combat socialiste », mensuel, 32 000 exemplaires;

— « La Nouvelle Revue socialiste », mensuel, 10 000 exemplaires;

Ajoutons à ces organes, « L'Unité agricole » (33390 Blaye) et « Communes de France », la publication destinée aux élus socialistes (50, rue de Rivoli, Paris 4e).

2. Les différents courants socialistes se sont aussi, tout naturellement, donnés des haut-parleurs :

— Le Ceres (13, bd Saint-Martin, Paris 3e), avec le bimensuel « Volonté socialiste », le mensuel « Repères » (10 000 exemplaires) et « Le Crayon entre les dents », mensuel plus spécialement destiné aux étudiants.

— Le courant animé par Gilles Martinet (48, rue Sainte-Anne, 75002 Paris) avec le mensuel « Faire » (10 000 exemplaires) et le bulletin

interne « Le Manifeste ».

— Le courant animé par J. Poperen (41, bd Magenta, Paris 10e) avec le mensuel « Cahiers de l'Eris » et l'hebdomadaire « Synthèse Flash ».

— L'ancien courant de Guy Mollet, avec les « Cahiers de l'Ours ».

3. A cela s'ajoutent quelques publications plus spécialisées dont les titres manifestent bien les ambitions :

— « Débat », le bimestriel de Démocratie et Université (25, rue du Louvre, Paris 1er);

— « Armée nouvelle », mensuel (50, rue de Rivoli, Paris 1er);

— « Socialisme et Entreprise », bulletin mensuel (25, rue du Louvre, Paris 1er);

— « Ecole et Socialisme », mensuel (58200 Cosne-sur-Loire);

— « L'Université socialiste », mensuel du Cercle Jean-Jaurès (7, rue Frochot, Paris 9e).